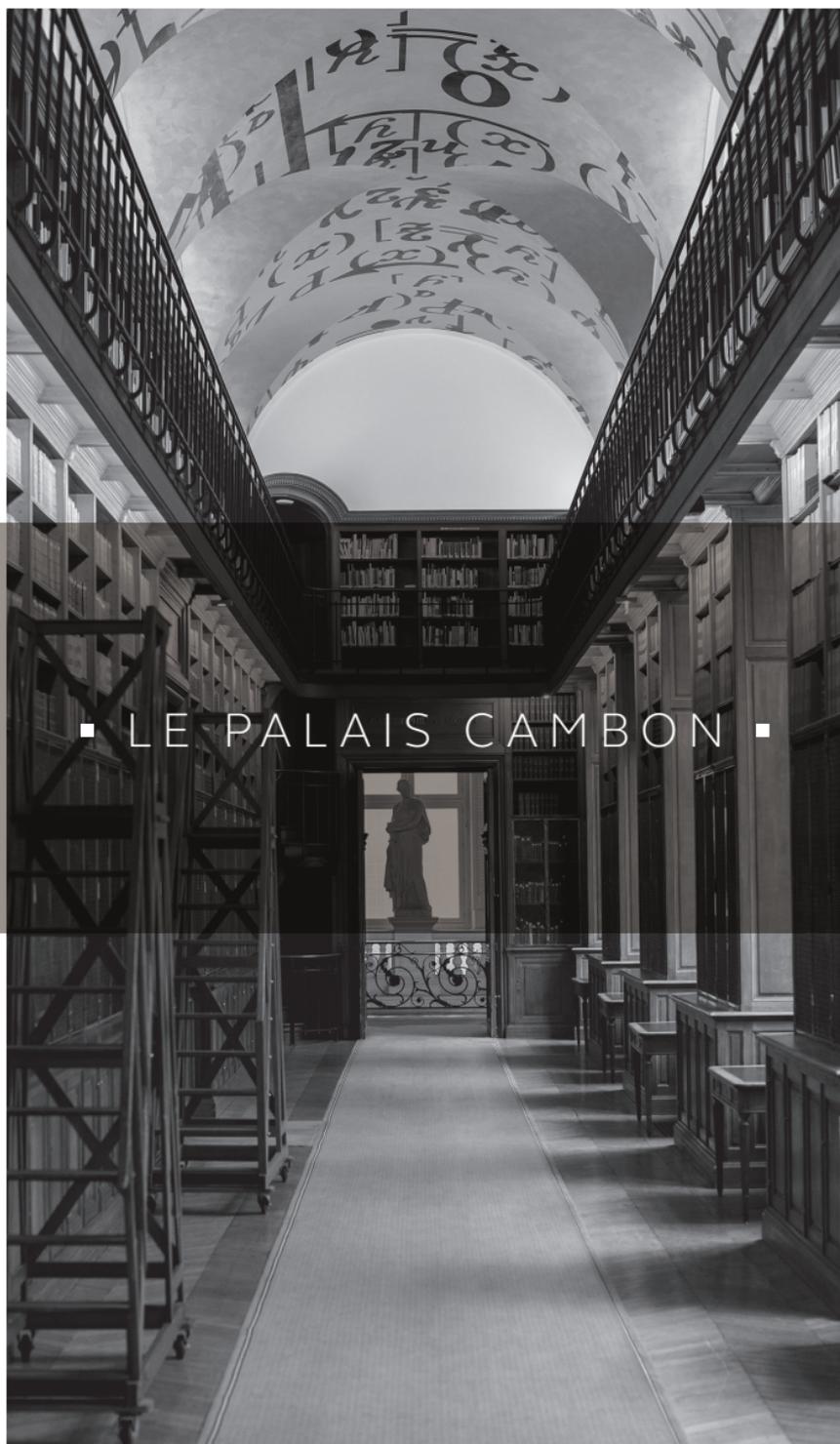


Cour des comptes



▪ LE PALAIS CAMBON ▪



Pierre Moscovici

Premier président

Créée en 1807, la Cour des comptes est installée depuis 1912 au Palais Cambon, un bâtiment construit spécifiquement pour elle et qui porte ses symboles et son histoire.

Notre rôle est de contrôler en toute indépendance et impartialité le bon usage de l'argent public et d'en informer les citoyens. Dans la période actuelle de crise et de relance de l'activité économique, il n'a jamais été autant d'actualité.

Depuis plus de 200 ans, les missions et l'organisation de la Cour des comptes ont toujours su évoluer, avec un même objectif : nous rendre toujours plus utiles aux citoyens et aux décideurs publics, pour contribuer activement aux transformations de l'action publique.

Je vous souhaite la bienvenue dans notre institution, qui exerce ses missions en votre nom, et vous invite à la découverte de son patrimoine, de son activité et de ses évolutions successives.

Pierre Moscovici

■ CHRONOLOGIE ■

1807 : Napoléon 1^{er} crée la Cour des comptes et l'installe dans l'ancienne Chambre des comptes de Paris, à proximité de la Sainte-Chapelle.

1842 : La Cour des comptes est transférée au Palais d'Orsay, qui abrite également le Conseil d'État.

1871 : Le Palais d'Orsay est incendié pendant la « semaine sanglante » de la Commune de Paris. La Cour des comptes s'installe dans l'aile Montpensier du Palais-Royal, dans l'attente d'un nouveau bâtiment.

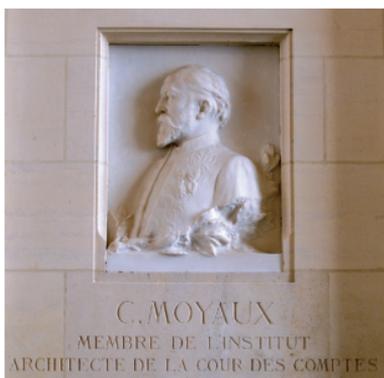


Les ruines du Palais d'Orsay
par Jean-Alfred Desbrosses

1895 : L'architecte Constant Moyaux est sélectionné pour reconstruire le Palais d'Orsay. Mais le terrain sera finalement cédé par le Gouvernement à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans et du Sud-Ouest en vue de la construction de la gare d'Orsay, aujourd'hui musée d'Orsay.

1897 : La Cour des comptes sera construite rue Cambon, dit la loi, à l'emplacement de l'ancien couvent des Dames de l'Assomption, dont seule la chapelle est conservée, sous le nom de Notre-Dame de l'Assomption.

1898 : Constant Moyaux est le lauréat d'un nouveau concours. Il commence par ériger le bâtiment des archives qu'il termine en 1900. Nommé en 2009 « Tour Chicago » pour son style architectural inspiré des gratte-ciels de cette ville, il n'est visible que depuis l'intérieur du Palais Cambon.



1911 : Constant Moyaux meurt. Paul Guadet, son collaborateur, termine son œuvre. Le Palais Cambon, qui entoure en partie le bâtiment des archives et dont la construction a été ralentie pour des raisons financières, est en voie d'achèvement.

1912 : Installation solennelle de la Cour des comptes rue Cambon, le 16 octobre, en présence d'Armand Fallières, Président de la République, et de Raymond Poincaré, Président du Conseil. Le bâtiment prend le nom de « Palais Cambon ».

1948-1957 : Le rôle et les missions de la Cour des comptes sont étendus. Le Palais Cambon devient trop exigu. L'État achète un immeuble contigu, rue Saint-Honoré.

2007 : Le bicentenaire de la Cour des comptes, sous la première présidence de Philippe Séguin, est l'occasion de rénovations et d'embellissement du Palais Cambon. Le bâtiment des archives est transformé en bureaux : en 2009, la Tour Chicago accueille les personnels administratifs de la Cour.

2012 : La Cour des comptes fête le centenaire de son installation au Palais Cambon.

■ PREMIÈRE PRÉSIDENTENCE ■



Escalier d'honneur

Il est inscrit à l'inventaire des Monuments historiques depuis 1979. Au premier étage, il ouvre sur le hall d'Honneur, d'où l'on accède aux bureaux du Premier président et du secrétariat général.



Bureau du Premier président

Bureau de Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes depuis le 3 juin 2020. Le mobilier en louro faïa et le tapis ont été créés en 1990 par Sylvain Dubuisson. Tissé à la manufacture de la Savonnerie entre 1993 et 1996, ce dernier, nommé *L'Énigme ou de la Sphinge à Œdipe*, laisse apparaître le texte de l'énigme en grec.

Escalier d'honneur

Entre la Première présidence et le deuxième étage, Constant Moyaux a créé un escalier suspendu en béton de ciment armé, inspiré des créations aériennes en pierre de François Mansart. Il est orné d'une rampe aux enroulements Art nouveau due aux ferronniers Bouline et Pilliard frères. Une boule en marbre insérée dans le cuivre marque le départ de la rampe.



Bureau du Premier président

La tapisserie, d'après Ung No Lee, manufacture de Beauvais, *Eau*, 1990.

■ DEUXIÈME ÉTAGE ■



Statues et tapisseries de l'escalier d'honneur

Deux statues du sculpteur Henri Vernhes, face au palier du deuxième étage, symbolisent la Loi et la Justice (à droite, munie d'un sceptre).

Deux tapisseries, commandées à l'occasion du centenaire du Palais Cambon, les encadrent. *La Cour impériale* (à droite), tissée aux Gobelins d'après un carton de Van Pool, représente le buste de Napoléon, sculpté par Antonio Canova, entouré des textes fondateurs de la Cour des comptes. *La Cour républicaine*, tissée à Beauvais, a été dessinée par Vincent Bioulès. Les magistrats, assemblés, symbolisent la collégialité.



Plafond du deuxième étage

La décoration circulaire ornant le plafond a été peinte par Henri Gervex, en 1910. Le Premier président Hérault remet un manuscrit à l'allégorie de la Justice, tandis que l'allégorie de l'Histoire consigne l'événement, sous le regard de magistrats anciens et modernes de la Cour. Un hibou symbolise sagesse et vigilance.

Cercle des magistrats

Conçu par Constant Moyaux, il s'agit d'un espace convivial. Il abrite le fonds Pierre Moinot, collection des œuvres écrites à titre privé par les magistrats depuis 1807.



Grand' chambre

Ornée d'un plafond à caissons et de boiseries, elle est décorée de quatre tapisseries : *La Chaste Suzanne* (d'après A. Coppel, tissée aux Gobelins en 1783), *Le Triomphe d'Apollon* et *Le Triomphe de Vénus* (d'après N. Coppel, tissées aux Gobelins à la fin du 17^e siècle), *Saint-Pierre et Saint-Jean guérissant les paralytiques* (d'après Raphaël, tissée à Beauvais en 1690). Un fronton brisé supporte deux sculptures : la Connaissance (avec le livre) et la Justice (avec le glaive). Y est gravé l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, « La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration », qui fonde la Cour des comptes.



Galerie Philippe Séguin

L'architecture intérieure est l'œuvre
de Constant Moyaux :
boiseries en chêne, escaliers
en colimaçon, mezzanine.

La fresque, réalisée par Bernar Venet
à l'occasion du bicentenaire
de la Cour, a été inaugurée en 2007
par Jacques Chirac,
Président de la République.

En hommage à son ancien Premier
président, le nom de Philippe Séguin
a été donné à la galerie, après
sa disparition en 2010.



Bibliothèque

La bibliothèque est la salle de lecture et de documentation. Les caissons du plafond sont décorés des armes de quelques villes dont les comptes étaient jugés par la Cour, avant la création des chambres régionales des comptes en 1982. Au-dessus de la porte d'accès à la Grand'chambre, un portrait de Napoléon 1^{er} en costume de sacre est l'œuvre de Georges Devillers, élève de David. Une plaque en marbre énumère les noms des Premiers présidents et l'année de leur nomination. Le nom est gravé lorsque le Premier président quitte sa fonction.

Chambres des délibérations

Dans les chambres des délibérations – salle Cambacérés (photo), salle Mollien, salle Barbé-Marbois et salle Lebrun – les présidents de chambre et les conseillers maîtres se réunissent afin de délibérer sur les rapports présentés par les magistrats instructeurs.



■ PARQUET GÉNÉRAL ■



Bureau de la Procureure générale

Ce bureau est occupé par Catherine Hirsch, Procureure générale depuis le 23 mai 2019. Gardien des procédures, le Parquet général est chargé de veiller à l'exécution des lois, d'éclairer la Cour de ses avis, de contribuer à la qualité de ses décisions.



Escalier du Parquet

■ COUR D'HONNEUR ■



Cour d'honneur, façade intérieure

Le Palais Cambon est composé de quatre ailes disposées autour d'une cour d'honneur. Il a été conçu pour abriter les différents bureaux et services de la Cour (environ 200 pièces). Depuis 1994, les façades du Palais, ainsi que celles de la Tour Chicago, sont inscrites à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Palais républicain, son architecture est ponctuée de nombreux symboles.





Le mortier, coiffe du magistrat,
symbolise l'autorité.



**La lampe à huile illustre l'adage de la Cour
des comptes *Dat ordinem lucendo***
(elle rétablit l'ordre par la lumière).
Elle aide le magistrat à faire la lumière
dans les comptes.



Le faisceau et la hache
symbolisent le pouvoir.



**Le miroir symbolise l'image fidèle
de la réalité que les comptes,
vérifiés par la Cour, doivent refléter.**



La balance
symbolise la justice.

■ TOUR CHICAGO ■



Tour Chicago

Ingénieux et novateur, ce bâtiment en béton armé ininflammable permet, pour la première fois en France, l'empilement de dix niveaux sur une hauteur de trente mètres. Avec ses deux façades classées (les deux autres étant aveugles), ce joyau architectural, inspiré par l'école d'architecture de Chicago, a abrité jusqu'en 2007 les archives de la Cour (environ 400 000 liasses). La Tour Chicago, dont la réhabilitation a été saluée, accueille, depuis 2009, deux cents collaborateurs.



Alvéoles

Aujourd'hui restaurées et conservées à titre patrimonial, ces alvéoles abritaient jusqu'en 2007 les archives de la Cour.



Atrium

■ HISTOIRE ■



La Cour des comptes est le plus ancien des grands corps de l'État. Elle est issue de la *curia regis* (cour du roi) du Moyen Âge, qui siégeait dans la résidence du souverain, dans l'île de la Cité à Paris.

Une ordonnance de Philippe II Auguste de 1190 mentionne la procédure de reddition des comptes publics au roi en sa Cour, ou à la Cour seule représentant le souverain. Saint Louis, en 1256, confirme le rôle des gens des comptes, qui, dès 1303, s'installent dans une salle particulière, la *camera comptorum* (Chambre des comptes), au sein du Palais de Justice. La première organisation de l'institution comme chambre royale distincte est fixée par une ordonnance de Philippe V dit « Le Long » (1320).

Au Moyen Âge, d'autres chambres des comptes sont instituées en province. Leur puissance est grande jusqu'au XVI^e siècle.

À la Révolution, les chambres

des comptes sont supprimées. L'Assemblée Constituante réserve au Corps législatif, par un décret de 1791, le soin de régler les comptes de la Nation, avec l'appui d'un organe auxiliaire technique, le Bureau de Comptabilité. Mais ce dernier n'a pas l'autorité et les moyens suffisants pour garantir la régularité de l'emploi des deniers publics.

Aussi Napoléon 1^{er} décide-t-il de reconstituer une juridiction financière : la loi du 16 septembre 1807 organise l'actuelle Cour des comptes. Centralisée, à l'autorité reconnue, elle informe l'Empereur seul sur la base d'un audit de conformité comptable. Le contrôle est juridictionnel, selon une procédure contradictoire écrite, s'achevant par des décisions prises collégalement.

Le rôle et les missions de la Cour des comptes ont été considérablement élargis depuis, mais les principes d'indépendance, de collégialité et de contradiction



web

Cour des comptes
13, rue Cambon
75100 Paris Cedex 01
T 01 42 98 95 00
www.ccomptes.fr

